



REPUBLIQUE DU SENEGAL

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA
PASSATION DES MARCHES CONCLUS PAR LE GROUPE IV
AU TITRE DE LA GESTION 2013**

**Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public
contre le sous-emploi
(AGETIP)**

**VERSION FINALE
SEPTEMBRE 2015**

**PRESENTE PAR :
LE GROUPEMENT GMS/ SSPM**



Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc
Imm Moustapha, 2ème étage à gauche
Tel : Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02
Fax: 33 867 68 01 - BP. 9048 Dakar Peytavin
E-Mail : gmac@orange.sn



✉ 1109 Liberté 1, Dakar BP 23967 Dakar Ponty
☎ (+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97
E-mail sspm@sspm.sn

SOMMAIRE

SYNTHESE DE NOS TRAVAUX	6
1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	9
1.1. CONTEXTE DE LA MISSION	9
1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION.....	9
2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	10
2.1. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE	10
2.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES.....	12
2.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM)	12
2.2.2. La Commission des Marchés	13
2.3. LES ORGANES DE CONTROLE ET DE REGULATION.....	13
2.3.1. La Direction Centrale des Marchés publics (DCMP).....	13
2.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)	14
2.4. LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES	14
2.5. LES MODES DE PASSATION DES MARCHES.....	14
3. SYNTHESE DE LA REVUE	15
3.1. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL.....	15
3.1.1. Présentation de l'Autorité Contractante	15
3.1.2. Commission des marchés	15
3.1.3. Cellule de passation des marchés	16
3.1.4. Production des rapports trimestriels et rapport annuel	16
3.1.5. Documents de programmation de la préparation des marchés	16
3.1.5.1. Plan de passation des marchés.....	16
3.1.5.2. Avis Général de Passation des Marchés	16
3.1.6. Archivage des dossiers.....	16
3.1.7. Registre de marchés.....	17
3.2. CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES	17
3.2.1. Echantillon	17
3.2.2. Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée	22
3.2.3. Marchés conclus par Appel d'Offres Ouvert (AOO)	22
3.2.4. Marchés conclus par Appel d'Offres Restreint (AOR)	23
3.2.5. Marchés conclus par Prestation Intellectuelle (MPI)	24
3.2.6. Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	26
3.2.7. Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du CRD	26
3.3. CONSTATS SPECIFIQUES A L'EXECUTION FINANCIERE	26
3.4. CONSTATS RELATIFS A L'AUDIT PHYSIQUE (MATERIALITE, EXECUTION PHYSIQUE).....	28
3.4.2. Travaux effectués	28
3.4.3. Résultats	36
4. RECOMMANDATIONS	38
4.1. RECOMMANDATIONS RELATIVES A L'ORGANISATION	38
4.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES A LA PASSATION DES MARCHES EXAMINES.....	38
4.3. RECOMMANDATIONS RELATIVES A L'EXECUTION FINANCIERE.....	40
4.4. RECOMMANDATIONS RELATIVES A L'EXECUTION PHYSIQUE.....	40

5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES	41
6. STATISTIQUES DES ANOMALIES.....	42
6.1. STATISTIQUES SUR LES ANOMALIES DES APPELS D'OFFRES OUVERTS (AOO)	42
6.2. STATISTIQUES SUR LES ANOMALIES DES MARCHES PAR APPEL D'OFFRES RESTREINTS (AOR).....	43
6.3. STATISTIQUES SUR LES ANOMALIES DES MARCHES PASSES PAR PRESTATIONS INTELLECTUELLES (MPI)	44
7. ANNEXES.....	46
7.1. FICHES DE PROJET	47
7.2. REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE ET COMMENTAIRES DU CABINET	96

SIGLES & ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AGETIP	Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés

PV	Procès-verbal
PVR	Procès-verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SYNTHESE DE NOS TRAVAUX

Le présent rapport est relatif à la revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2013 par **l'Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public contre le sous-emploi (AGETIP)**, conformément aux exigences des termes de référence de la mission que l'Autorité de Régulation des marchés publics (ARMP) a bien voulu confier au Groupement GMS/SSPM.

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe IV, afin de s'assurer que:

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Au terme de cette mission, nous avons établi un certain nombre de constats relatifs au dispositif institutionnel de chaque structure mais aussi à chaque marché ciblé selon un processus d'échantillonnage aléatoire développé dans notre méthodologie.

En ce qui concerne l'AGETIP, nous vous présentons ci-après la synthèse de nos constats et les recommandations qui en découlent :

Tableau récapitulatif des constats et recommandations pour l'AGETIP

N°	CONSTATS	RECOMMANDATIONS
A	Dispositif institutionnel relatif à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés	
1	Commission des marchés publics: Les textes désignant les membres de la Commission des marchés n'ont	Veiller à transmettre les textes désignant les membres de la Commission des Marchés avant le 05 janvier de chaque année conformément à

	pas été établis et transmis à l'ARMP et la DCMP avant le 05 janvier 2013.	l'arrêté n°011588 du 28/12/2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes.
2	Cellule de passation des marchés: Les textes désignant les membres de la cellule de passation des marchés n'ont pas été établis et transmis à l'ARMP et la DCMP avant le 05 janvier 2013.	Veiller à transmettre les textes désignant les membres de la Cellule de passation des Marchés avant le 05 janvier de chaque année conformément à l'arrêté n°011586 du 28/12/2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes.
B	Constats spécifiques aux marchés examinés	
	Marchés conclus par appel d'offres ouverts:	
3	Non respect des délais de livraison (Fourniture de mobilier de bureau, réhabilitation du centre de santé de Oussouye)	Veiller à appliquer des pénalités de retard en cas du non respect des délais d'exécution, conformément à l'article 133 du CMP.
	Marchés conclus par prestations intellectuelles (MPI)	
4	Non respect de l'article 6 du CMP relatif à l'inscription du marché dans le PPM. (MPI011/13, Etudes architecturales des travaux de transformation de 26 hôtels communautaires, MPI 015/13)	Veiller à se conformer à l'article 6 du CMP relatif à l'inscription du marché dans le PPM.
5	Non respect de l'article 44 du CMP relatif à la fourniture de pièces administratives (MPI011/13, MPI042/13, études architecturales des travaux de transformation de 26 hôtels communautaires)	Veiller à respecter l'article 44 du CMP relatif à la fourniture de pièces administratives.
	Marchés conclus par Demandes de renseignements et de prix (DRP) (Un seul marché a été passé par DRP: Fourniture et pose de portes capitonnées)	
6	La DRP n'est pas inscrite dans le PPM	Veiller à se conformer à l'article 6 du CMP relatif à l'inscription des marchés dans le PPM
C	Exécution financière	
7	Pour un (01) appel d'offres ouverts et huit (08) marchés de prestations intellectuelles, les contrats n'ont pas été enregistrés, en violation de l'article 464-9 du CGI.	Veiller à enregistrer les contrats approuvés à la Direction Générale des Impôts et Domaines conformément à l'article 464-9 du CGI.

D	Exécution physique	
8	<p>Concernant l'Appel d'offres restreints: Construction de 3 hôtels communautaires à Thiès attribué à l'entreprise EMB Mamadou NDIAYE pour un montant de 143 327 633 FCFA,</p> <p><u><i>Site de POPEGUINE:</i></u></p> <p>Le cuvage des bacs à fleur n'a pas été bien fait ; ce qui peut causer des infiltrations d'eau dans le bâtiment.</p> <p>Le jardinage n'a pas été réalisé de même que le parking.</p> <p>Nous pouvons aussi constater des fissures sur le mur de clôture dû aux nombres insuffisants de poteaux.</p> <p><u><i>Site de SOMONE:</i></u></p> <p>Le jardinage et le parking n'ont pas été réalisés.</p> <p>La forme de pente doit être vérifiée car il existe des infiltrations d'eau sur la dalle terrasse.</p> <p>La plomberie doit être vérifiée à cause des infiltrations d'eau constatées sur les dalles.</p> <p><u><i>Site de NGAPAROU:</i></u></p> <p>Le parking n'a pas été réalisé.</p>	<p>Veiller à exécuter les travaux confiés aux entreprises conformément au DAO. Ne payer les décomptes que si ces travaux sont réceptionnés par l'AGETIP et jugés conformes.</p>

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1. Contexte de la mission

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP).

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2013 par les autorités contractantes du Groupe IV.

1.2. Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes du Groupe IV, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

2.1. Le cadre institutionnel et réglementaire

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- la Directive N°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- la Directive N°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine;
- la Loi organique N°2011-15 du 08 Juillet 2011 relative aux lois de Finances ;
- la Loi N°2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi N°65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- la Loi N°2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- la Loi N°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- la Loi N°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- la Loi N°2009-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;

- le Décret N°2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret N°81-844 du 20 Août 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- le Décret N°2005-576 du 22 Juin 2005 portant Charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- le Décret N°2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret N°2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- le Décret N°2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret N°2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- le Décret N°2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- le Décret N°2011- 1880 du 24 Novembre 2011 portant Règlement sur la Comptabilité publique ;
- l'Arrêté N°11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- l'Arrêté N°11583/MEF/du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission;
- l'Arrêté N°11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- l'Arrêté N°11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;

- l'Arrêté N°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- l'Arrêté N°11587 /MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- l'Arrêté N°11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- la Circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- la Décision N°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis ;
- la Décision N°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

2.2. Les organes chargés de la passation des marchés

La passation des marchés publics relève d'un processus d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi, le décret N°2011-1048 du 27 Juillet 2011 a-t-il prévu au niveau de chaque AC, la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une Commission des Marchés, structures encadrées par les articles 35 à 40 du Code des Marchés Publics.

2.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM)

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés. Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007.

Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés ;
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

2.2.2. La Commission des Marchés

L'arrêté n°11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des commissions des marchés, et fixe le nombre de leurs membres. La commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de la CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

2.3. Les organes de contrôle et de régulation

Le décret N°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation et les répartit entre deux entités qui constituent les piliers du système.

2.3.1. La Direction Centrale des Marchés publics (DCMP)

Le contrôle à priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret N° 2007-545 du 25 Avril 2007.

2.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret N° 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

2.4. Les seuils de passation des marchés

Le Code des Marchés publics, en son article 53 détermine des seuils relatifs à la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics :

- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 15 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes;
- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres :

- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

2.5. Les modes de passation des marchés

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

3. SYNTHÈSE DE LA REVUE

3.1. Constats relatifs au dispositif institutionnel, et à l'environnement de la passation des marchés

3.1.1. Présentation de l'Autorité Contractante

L'Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public contre le sous-emploi (AGETIP), est une Association à but non lucratif. Elle a été mise en place par le Gouvernement du Sénégal avec l'appui des Partenaires au Développement traditionnels, dont la Banque Mondiale, dans un contexte économique et social particulier marqué par un fort taux de chômage.

L'AGETIP est dotée d'un statut similaire à une Organisation Non Gouvernementale (ONG) dégagée de toute entrave administrative susceptible de freiner l'accomplissement de sa mission. Elle est administrée par un Directeur Général et une Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale définit les grandes orientations de l'Agence, exerce des fonctions de contrôle. Le Directeur Général est responsable devant le Gouvernement, les Bailleurs de Fonds et l'Assemblée Générale. Dans l'exercice de ses missions que l'Etat lui confie en vertu d'une convention cadre du 18 au 21 juillet 1989 régissant ses activités, l'AGETIP s'appuie sur les directions centrales de certains Ministères (Direction du Trésor et de la Comptabilité publique, Direction des Collectivités Locales, Direction de l'Urbanisme, Direction de la Construction, etc.) et des organismes du secteur bancaire.

3.1.2. Commission des marchés

Les textes désignant les membres de la commission ont été établis par décision n°015/2012 en date du 07 janvier 2013 et envoyés à l'ARMP et à la DCMP en date du 10/01/2013.

Constat:

Les textes désignant les membres de la Commission des marchés n'ont pas été établis et transmis à l'ARMP et la DCMP avant le 05 janvier 2013 conformément à l'arrêté n°011588 du 28/12/2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP.

3.1.3. Cellule de passation des marchés

Les textes désignant les membres de la commission ont été établis par décision n°016/2012 en date du 07 janvier 2013 et envoyés à l'ARMP et à la DCMF en date du 10/01/2013.

Constat:

Les textes désignant les membres de la cellule de passation des marchés n'ont pas été établis et transmis à l'ARMP et la DCMF avant le 05 janvier 2013 conformément à l'arrêté n°011586 du 28/12/2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP.

3.1.4. Production des rapports trimestriels et rapport annuel

Les rapports trimestriels ont été établis en date du 30 Avril 2013 et envoyé à l'ARMP en date du 24 Mai 2013, conformément à l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du Code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes.

3.1.5. Documents de programmation de la préparation des marchés

3.1.5.1. Plan de passation des marchés

Le premier plan de passation des marchés publics a été publié sur le portail des marchés en date du 30 janvier 2013 et le dernier en date du 19 décembre 2013, conformément à l'article 6 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics.

3.1.5.2. Avis Général de Passation des Marchés

L'avis général de passation des marchés a été publié dans « Le Soleil » du 27 décembre 2012, conformément à l'article 6 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics.

3.1.6. Archivage des dossiers

L'archivage des dossiers de passation des marchés a été exhaustif et conforme au système d'archivage préconisé par l'ARMP.

3.1.7. Registre de marchés

L'AGETIP disposait en 2013 de registre des marchés conformément à l'article 67-3 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

3.2. Constats spécifiques aux marchés examinés

3.2.1. Echantillon

Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité des structures mises en place et des hommes qui les animent à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le Code des marchés publics. A ce propos, nous avons constaté que l'AGETIP a passé des marchés:

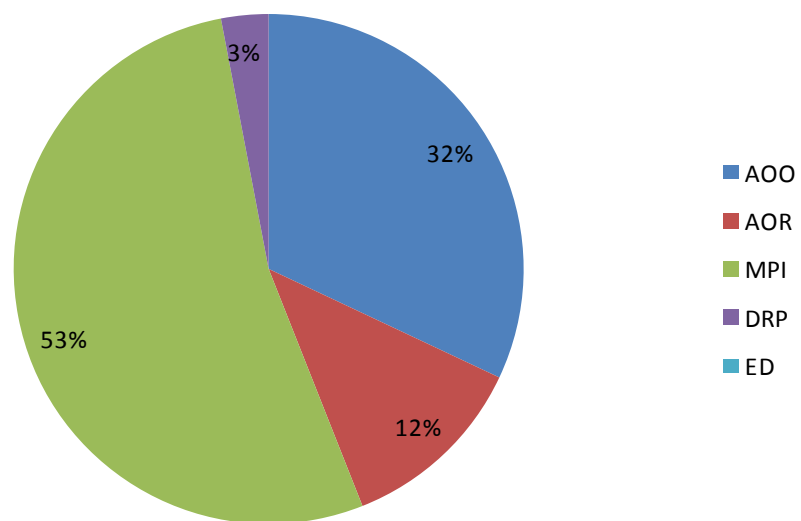
- par appel d'offres ouverts pour un montant de 1 277 445 575 FCFA;
- par appel d'offres restreints pour un montant de 674 654 242 FCFA;
- par prestations intellectuelles pour un montant de 326 012 338 FCFA;
- par demandes de renseignements et de prix pour un montant de 6 283 500 FCFA.

La liste des marchés reçus et échantillonnages:

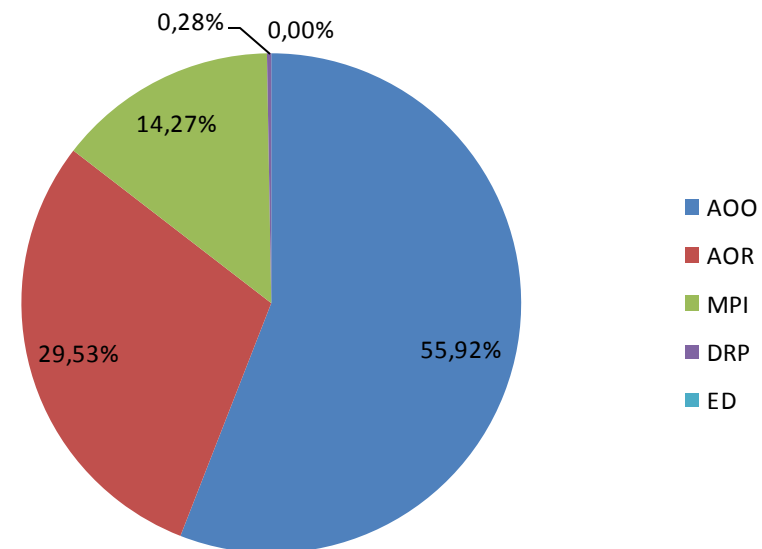
Intitulés	Marchés reçus		Marchés couverts par la revue		Taux de couverture	
	Nombre de contrat en 2013	Montant en FCFA	Nombre de contrat en 2013	Montant en FCFA	nombre	valeur
Appel d'offre ouvert (AOO)	13	1 277 445 575	10	825 706 836	76.92%	64.63%
Appel d'offre restreint (AOR)	5	674 654 242	5	674 654 242	100%	100%
Marchés de prestations intellectuelles	21	326 012 338	10	232 279 550	47.61%	71.24%
Demande de	1	6 283 500	1	6 283 500	100%	100%

renseignement et de prix						
Entente directe	00		00			
TOTAL	40	2 284 395 655	26	1 738 924 128	65%	76.12%

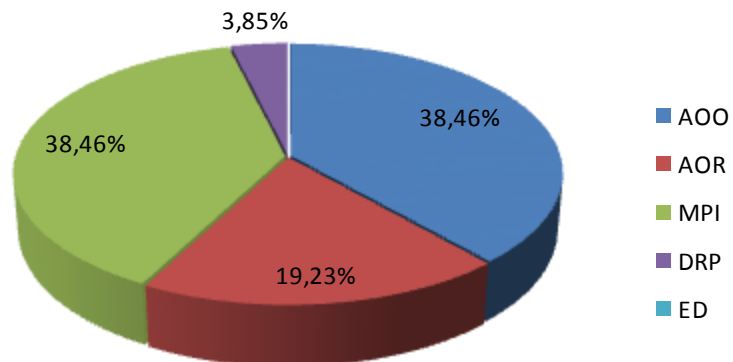
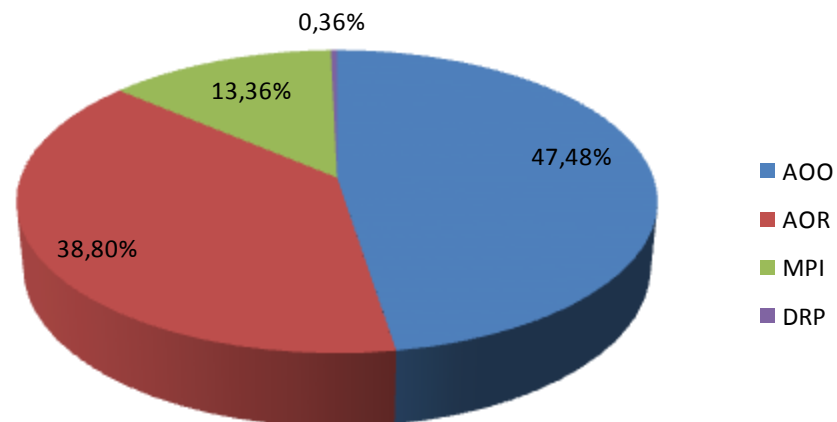
Marchés passés au titre de gestion de 2013 en nombre



Marchés passés au titre de la gestion 2013 en valeurs



CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

Marchés examinés en nombre au titre de la
gestion de 2013Marchés examinés en valeur au titre de la gestion de
2013

CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR

3.2.2. Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée

Les seuils de passation des marchés applicables à l'AGETIP sont récapitulés dans le tableau suivant :

Type de Marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil d'examen juridique et technique
Fournitures	30 000 000	400 000 000	200 000 000	400 000 000
Travaux	50 000 000	500 000 000	400 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	30 000 000	200 000 000	200 000 000	350 000 000
Services	30 000 000	200 000 000	200 000 000	350 000 000

3.2.3. Marchés conclus par Appel d'Offres Ouvert (AOO)

Nous avons examiné 10 marchés passés par appel d'offres ouverts pour un montant de 825 706 636 FCFA.

AOO N°030/13- TRAVAUX D'EXTENTION DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT DU QUARTIER HLM, SAINT LOUIS - SEBATCO SARL -50 643 712 F CFA TTC

Pas d'anomalies particulières

AOO - ELECTRIFICATION DU VILLAGE DE GOUDOUBE DIOBE - ETM SENEGAL - 96 338 598 F CFA TTC

Pas d'anomalies particulières

AOO N°033/13-: TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'HOTEL DE VILLE DE TIVAOUANE-COGESTIM -235 858 000 F CFA TTC

Nous n'avons pas d'observations particulières

AOO - FOURNITURE DE MOBILIERS DE BUREAU POUR L'HOTEL DE VILLE DE FATICK ET KAFFRINE- OFFICE CHOICE- 41 877 020 FCFA ET SSB - 71 572 437 FCFA TTC

- La réception du lot 2 a accusé un retard de 30 jours à compter de la date d'ordre de service, aucune pénalité n'a été appliquée sur ce retard, conformément aux articles 133 et 134 du CMP;

AOO N° 003/13 - FOURNITURE D'EQUIPEMENT EN MOBILIERS DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE HOTEL DE VILLE DE SALY - MOUSSABOU BURO - 51 438 560 FCFA - CRISTABEL DIFFUSION - 32 575 127 FCFA

Nous n'avons pas d'observations particulières

AOO- REHABILITATION DU CENTRE DE SANTE DE OUSSOUYE - GIE SMTP - 32 000 848 FCFA TTC

-L'attribution définitive n'a pas été publiée en violation de l'article 85 du CMP;

AOO N°057/13 - SALLE POLYVALENTE D'UN BATIMENT D'HEBERGEMENT A AERE LAO- SEBTPA SARL - 70 074 900 FCFA TTC

Nous n'avons pas d'observations particulières

3.2.4. Marchés conclus par Appel d'Offres Restreint (AOR)

Cinq (5) marchés sont conclus par appel d'offres restreints pour un montant total de 674 654 242 FCFA TTC.

Les constats spécifiques relatifs à la passation des marchés par appel d'offres restreints sont les suivants:

AOR - ACHEVEMENT DE 2 HOTELS DE COMMUNE A KOLDA ET SEDHIOU - ENTREPRISE CASA IBRA SECK - 109 749 676 F CFA TTC

Pas d'anomalie particulière.

AOR -N°026/13- CONSTRUCTION DE 3 HOTELS COMMUNAUTAIRES A THIES - EMB MAMADOU NDIAYE - 143 327 633 F CFA TTC

Nous n'avons pas d'observations particulières

AOR 047/13- CONSTRUCTION DE 3 HOTELS COMMUNAUTAIRES DANS LA REGION DE KOLDA - ETPE- 170 752 927 F CFA TTC

Pas d'observations particulières.

AOR - ACHEVEMENT DE 3 HOTELS COMMUNAUTAIRES DANS LA REGION DE SEDHIOU - CASA IBRA SECK - 165 111 441 F CFA TTC

- Le PV de réception n'est pas versé dans le dossier.

AOR 035/13 - ACHEVEMENT DE 6 HOTELS COMMUNAUTAIRES LOUGA, ST LOUIS, DIOURBEL - EGBTP ALASSANE NDIAYE -119 360 142 F CFA TTC

Pas d'observations particulières.

3.2.5. Marchés conclus par Prestation Intellectuelle (MPI)

Nous avons revu 10 marchés de prestations intellectuelles passés pour un montant total de 232 279 550 FCA TTC.

Les constats spécifiques relatifs aux marchés passés par prestations intellectuelles:

MPI : 011/13 SELECTION D'UN CONSULTANT POUR LES ETUDES ARCHITECTURALES, TECHNIQUES ET SUPERVISION DES TRAVAUX DE L'HOPITAL DE MATAM-MS ARCHITECTURE-12 950 000 F CFA TTC

- Le marché n'est pas inscrit dans le plan de passation des marchés, en violation de l'article 6 du CMP;

- Les pièces administratives (attestations IPRES, CSS et IRT) n'ont pas été fournies, en violation de l'article 44 du CMP;

- Le contrat n'a pas été enregistré à la DGID, en violation de l'article 464-9 du CGI.

MPI : 017/13 SELECTION D'UN CONSULTANT POUR LA SUPERVISION DES TRAVAUX D'ACHEVEMENT DE 03 HOTELS DE COMMUNE A MBOUR-MS ARCHITECTURE-9 000 000 F CFA TTC

- Le marché relatif à la supervision des travaux de construction de trois (03) hôtels de commune de Mbour n'est pas inscrit dans le PPM de 2013, en violation de l'article 6 du CMP;

- Le contrat n'a pas été enregistré à la DGID, en violation de l'article 464-9 du CGI;

- Les pièces administratives (Attestations CSS, IPRES et IRT) ne sont pas jointes dans le dossier, en violation de 44 du CMP.

MPI : DP 048/13-TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'ABRIS ET D'AMENAGEMENT DE LA PLACE DE DAAKA A MEDINA GOUNASS- ARCHI 3D-30 870 000F CFA TTC

- Le contrat n'a pas été enregistré à la DGID, en violation de l'article 464-9 du CGI;

MPI : 042/13 SELECTION D'UN CONSULTANT POUR LES ETUDES ET LA SUPERVISION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DANS LA C.R DE DAROU MOUSTY-AFRIC CONSULT-22 372 800 F CFA TTC

- Les pièces administratives (attestations IPRES, CSS et IRT) n'ont pas été fournies par l'attributaire AFRIC CONSULT, en violation de l'article 44 du CMP;

- Le contrat n'a pas été enregistré à la DGID, en violation de l'article 464-9 du CGI.

MPI: DRP 003/13 ETUDE ET SUPERVISION DE TRAVAUX DE REHABILITATION ET EQUIPEMENT DE LA DIRECTION CINEMATOGRAPHIQUE-ARCHI 3D-22 410 000 F CFA TTC

- Le contrat n'a pas été enregistré à la DGID, en violation de l'article 464-9 du CGI.

MPI CONSULTANT INDIVIDUEL POUR LES ETUDES TECHNIQUES ET LA SUPERVISION DES TRAVAUX DE REALISATION DE FORAGE A SANGALKAM- BARA THIAM-16 773 750 F CFA TTC

- Le contrat n'a pas été enregistré à la DGID, en violation de l'article 464-9 du CGI.

MPI- SELECTION D'UN CONSULTANT POUR LES ETUDES ARCHITECTURALES DES TRAVAUX DE TRANSFORMATION DE 26 HOTELS COMMUNAUTAIRES-TABAKH MN-9 853 000 FCFA TTC

- Le marché n'a pas été inscrit dans le PPM, en violation de l'article 6 du CMP;

- Le contrat n'a pas été enregistré à la DGID, conformément à l'article 464-9 du CMP;

- Les pièces administratives (attestations CSS, IPRES et IRT) ne sont pas versées dans le dossier, en violation de l'article 44 du CMP.

MPI: DP 015/13- ETUDES COMPLEMENTAIRES ET SUPERVISION DES TRAVAUX CONFORTATIF DE LA GARE ROUTIERE DE SINTHIOU-CABINET DIOMBANA-11 800 000 FCFA

- Le marché n'a pas été inscrit dans le PPM, en violation de l'article 6 du CMP;

- Le contrat n'a pas été enregistré à la DGID, conformément à l'article 464-9 du CGI;

MPI : DP 030 ETUDES TECHNIQUES ET SUPERVISION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DE VOIRIES- GROUPEMENT ACE3/SONED/CCADD-76 315 000 F CFA TTC

Pas d'anomalies particulières

MPI : 006/13-SUPERVISION DE L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX DE LA VIABILISATION DE LA ZAC DE NORD- BET PLUS-19 935 000 F TTC

Pas d'observations particulières.

3.2.6. Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix (DRP)

Seul un marché a été passé par DRP pour un montant total de 6 283 500 FCFA TTC.

DRP : FOURNITURES ET POSE DE PORTES CAPITONNEES ET GACHES ELECTRIQUES AU SIEGE DU MINISTERE DE L'ECOLOGIE ET DE LA PROTECTION DE LA NATURE- EKSBS-6 283 500 FCFA TTC

Le marché relatif à la fourniture et pose de portes capitonnées et gâches électriques au siège du ministère de l'écologie n'a pas été inscrit dans le plan de passation des marchés pour la gestion de 2013, en violation de l'article 6 du CMP.

3.2.7. Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du CRD

Aucun recours n'a été enregistré auprès du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP en 2013.

3.3. Constats spécifiques à l'exécution financière

Pour un (01) appel d'offres ouverts, nous avons constaté que le contrat n'a pas été enregistré, en violation de l'article 464-9 du CGID. Il s'agit de l'appel d'offres ouverts suivant :

AOO n°033/13-: Travaux de construction de l'hôtel de ville de Tivaouane- COGESTIM -235 858 000 F CFA TTC.

Pour huit (08) marchés de prestations intellectuelles, nous avons constaté que les contrats n'ont pas été enregistrés, en violation de l'article 464-9 du CGID. Il s'agit des marchés de prestations intellectuelles suivants:

- MPI: 011/13 Sélection d'un consultant pour les études architecturales, techniques et supervision des travaux de l'hôpital de Matam-ms architecture-12 950 000 F CFA TTC;
- MPI: 017/13 Sélection d'un consultant pour la supervision des travaux d'achèvement de 03 hôtels de commune à Mbour-MS ARCHITECTURE-9 000 000 F CFA TTC;
- MPI: dp048/13-Travaux de construction d'abris et d'aménagement de la place de Daaka à Médina Gounas- ARCHI 3D-30 870 000F CFA TTC;
- MPI: 042/13 Sélection d'un consultant pour les études et la supervision des travaux de construction dans la c.r de Darou Mousty-AFRIC CONSULT-22 372 800 F CFA TTC;
- MPI: DRP003/13 étude et supervision de travaux de réhabilitation et équipement de la direction cinématographique-ARCHI 3D-22 410 000 F CFA TTC;
- MPI consultant individuel pour les études techniques et la supervision des travaux de réalisation de forage a Sangalkam- Bara THIAM-16 773 750 f CFA TTC;
- MPI- Sélection d'un consultant pour les études architecturales des travaux de transformation de 26 hôtels communautaires-Tabakh mn-9 853 000 FCFA TTC;
- MPI: DP 015/13- études complémentaires et supervision des travaux confortatif de la gare routière de Sinthiou-Cabinet Diombana-11 800 000 FCFA.

A l'exception de ces points, aucune autre anomalie n'a été relevée sur l'exécution financière.

3.4. Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique)

3.4.1. Sélection

Les marchés sélectionnés pour l'audit physique sont les suivants :

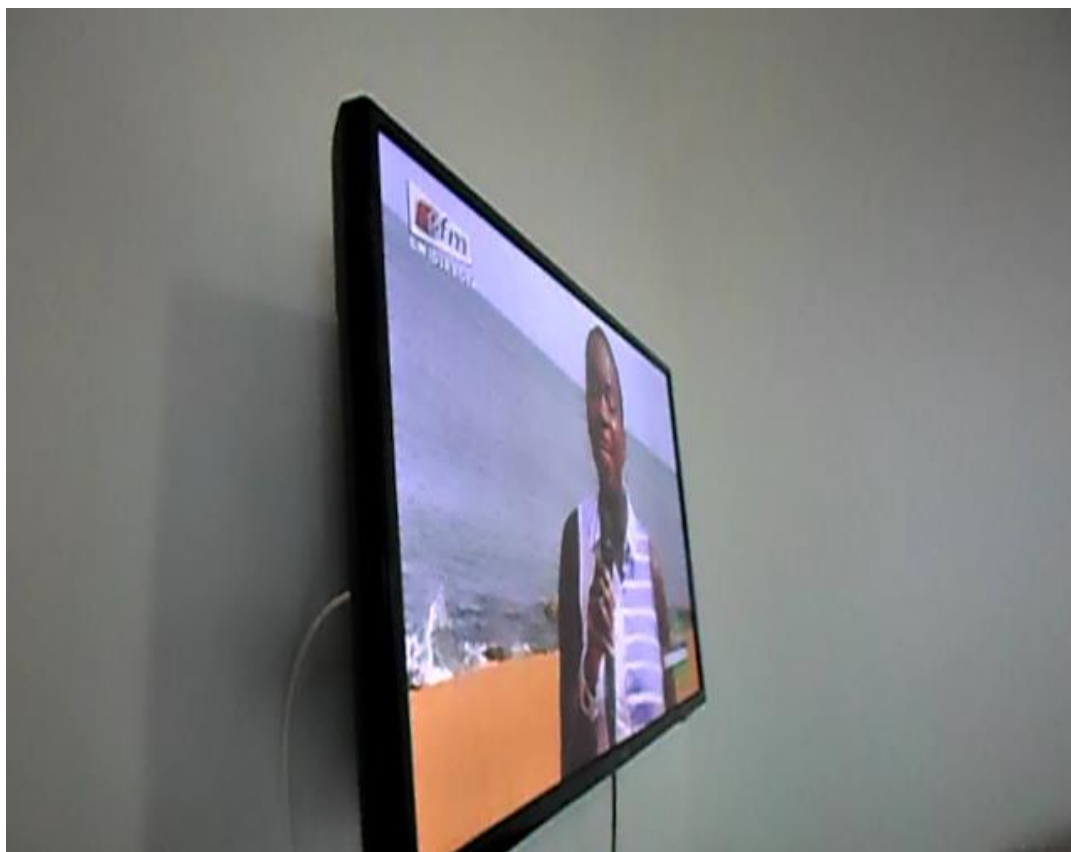
N°	Objet du marché	Mode de passation	Catégorie	Montant CFA TTC	Attributaire
1	Fourniture d'équipements en mobiliers de bureau et matériels informatiques hôtel de ville de Saly	AOO	Fourniture	- Lot 1: 51 438 560 - Lot 2: 32 575 127	- MOUSSA BOU BURO CRISTABEL DIFFUSION
2	Construction de 3 hôtels communautaires à Thiès	AOR	Travaux	143 327 633	EMB Mamadou NDIAYE
3	Travaux de construction de l'hôtel ville de Tivaouane	AOO	Travaux	235 858 000	COGESTIM

3.4.2. Travaux effectués

Les travaux effectués consistent à vérifier de façon effective la matérialité et le niveau d'exécution physique des marchés passés.

**1. Fourniture d'équipements en mobiliers de bureau et matériels informatiques
hôtel de ville de Saly:**

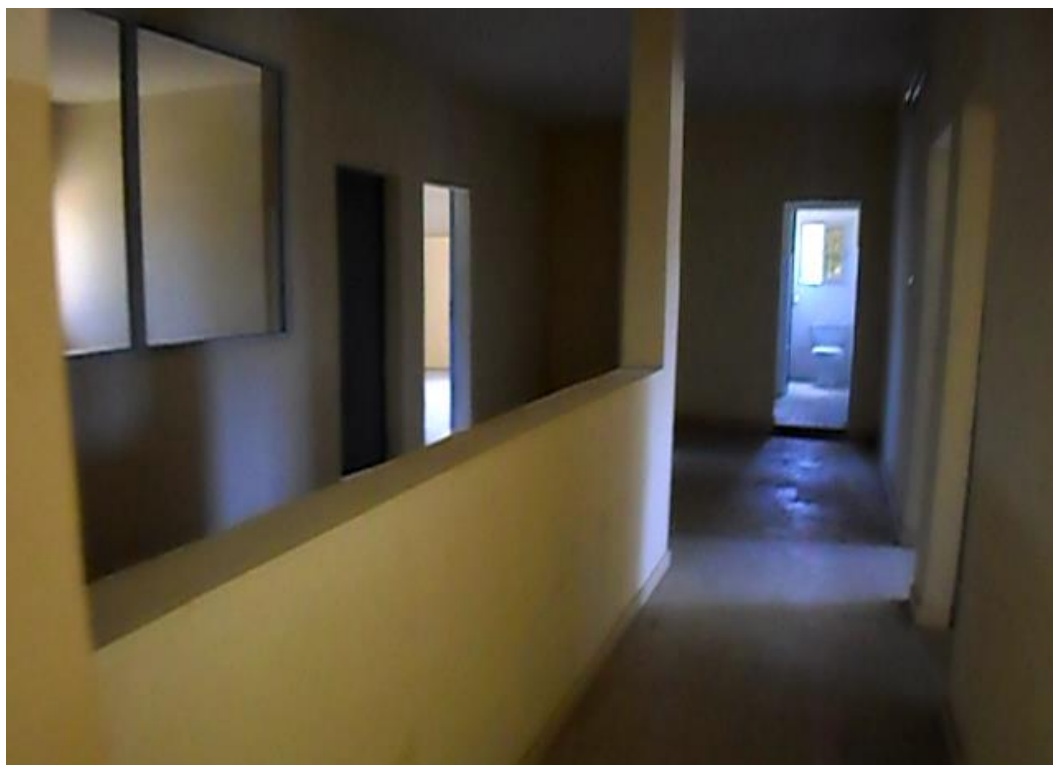






2. Travaux de construction de 3 hôtels communautaires à Thiès:





Ngaparou





Popeguine





Somone

3. Travaux de construction de l'hôtel ville de Tivaouane:





3.4.3. Résultats

Les constats spécifiques relatifs à l'audit physique sont les suivants :

- ❖ **Appel d'offres restreints: Construction de 3 hôtels communautaires à Thiès attribué à l'entreprise EMB Mamadou NDIAYE pour un montant de 143 327 633 FCFA**

POPEGUINE:

Sur ce site,

Le cuvage des bacs à fleur n'a pas été bien fait ; ce qui peut causer des infiltrations d'eau dans le bâtiment.

Le jardinage n'a pas été réalisé de même que le parking.

Nous pouvons aussi constater des fissures sur le mur de clôture dû aux nombres insuffisants de poteaux.

SOMONE:

Sur ce site,

Le jardinage et le parking n'ont pas été réalisés.

La forme de pente doit être vérifiée car il existe des infiltrations d'eau sur la dalle terrasse.

La plomberie doit être vérifiée à cause des infiltrations d'eau constatées sur les dalles.

NGAPAROU:

Le parking n'a pas été réalisé.

- ❖ **Appel d'offres ouverts relatif aux Travaux de construction de l'hôtel de Ville de Tivaouane attribué à COGESTIM pour un montant total de 235 858 000 FCFA.**

Ce dossier d'appel d'offres fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés paru dans le journal le soleil du 26 décembre 2012.

L'avis favorable de la DCMP sur le dossier d'appel d'offres est reçu le 31 juillet 2013.

A l'ouverture des plis en date du 03 septembre 2013, l'offre de l'entreprise COGESTIM, déclarée conforme et évaluée moins disante, a été retenue pour un montant de 235 858 001 FCFA.

L'Avis favorable de la DCMP sur le rapport d'évaluation des offres est obtenu le 28 novembre 2013.

Le contrat souscrit le 13 décembre 2013 est approuvé le 31 janvier 2014 et notifié le 10 février 2014.

Suite au non-respect des obligations contractuelles de l'entreprise, préjudiciable au bon déroulement du projet et ayant entraîné un retard considérable dans l'exécution des travaux, l'AGETIP a proposé la résiliation du contrat.

L'arrêté de la DCMP portant résiliation du marché N°T135/14 du 03 février 2014 est joint dans le dossier.

Ainsi, après le relevé des attachements contradictoires, l'entreprise COGESTIM a exécuté les travaux à hauteur de 44 707 115 FCFA.

Par conséquent le reliquat par rapport au montant du contrat de COGESTIM disponible pour l'achèvement des travaux est de 191 150 886 FCFA.

L'avis favorable de la DCMP sur le dossier d'appel d'offres restreints relatif aux travaux d'achèvements de l'hôtel de ville de Tivaouane est classé dans le dossier.

Les lettres d'invitation à soumissionner sont lancées le 09 Avril 2015. A l'ouverture des plis le mardi 12 mai 2015, l'entreprise EKSBS ayant l'offre conforme évaluée moins disante a été déclarée attributaire du marché pour un montant de 190 852 315 FCFA TTC.

L'avis favorable de la DCMP sur le rapport d'évaluation des offres est reçu le 9 juin 2015.

4. RECOMMANDATIONS

4.1.Recommandations relatives à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

- Veiller à transmettre les textes complets désignant les membres de la commission des marchés avant le 5 janvier de chaque année à l'ARMP et à la DCMP conformément à l'arrêté n° 011588 du 28/12/07 pris en application de l'article 36-1 du code des marchés publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Veiller à transmettre les textes désignant les membres de la Cellule de passation des Marchés avant le 05 janvier de chaque année conformément à l'arrêté n°011586 du 28/12/2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes;
- Veiller à transmettre les rapports trimestriels et rapport annuel à l'ARMP et à la DCMP conformément à l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du Code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes.

4.2. Recommandations relatives à la passation des marchés examinés

Marchés conclus par Appel d'Offres Ouvert (AOO)

- Veiller à se conformer à l'article 39 du CMP qui stipule que les convocations aux réunions des commissions des marchés sont adressées à ses membres cinq (05) jours avant la date prévue pour la réunion;
- Veiller à se conformer à l'article 9 du CMP qui stipule que " Au cours de la phase de préparation des marchés, l'AC doit évaluer le montant estimé des fournitures, services ou travaux, objet du marché et s'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants;
- Veiller à se conformer à l'article 83.3 du CMP relatif à la restitution des garanties de soumission des candidats non retenus;
- Veiller à se conformer à l'article 83.3 du CMP qui stipule que: Dès l'approbation de la proposition d'attribution, l'AC avise immédiatement les candidats non retenus du rejet de leurs offres;

- Veiller à appliquer des pénalités de retard en cas du non respect des délais d'exécution, conformément à l'article 133 du CMP.

Marchés conclus par appel d'offres restreints (AOR)

- Veiller à se conformer à l'article 83.3 du CMP relatif à la restitution des garanties de soumission des candidats non retenus;
- Veiller à respecter les critères de qualification fixés dans le DAO, conformément à l'article 59 du CMP;
- Veiller à se conformer à l'article 39 du CMP qui stipule que les convocations aux réunions des commissions des marchés sont adressées à ses membres cinq (05) jours avant la date prévue pour la réunion.

Marchés conclus par prestations intellectuelles (MPI)

- Veiller à se conformer à l'article 6 du CMP relatif à l'inscription du marché dans le PPM;
- Veiller à se conformer à l'article 9 du CMP qui stipule que " Au cours de la phase de préparation des marchés, l'AC doit évaluer le montant estimé des fournitures, services ou travaux, objet du marché et de s'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants;
- Veiller à respecter l'article 44 du CMP relatif à la fourniture de pièces administratives;
- Veiller à se conformer à l'article 83.3 du CMP relatif à l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres.

Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix (DRP)

Veiller à se conformer à l'article 6 du CMP relatif à l'inscription des marchés dans le PPM.

4.3. Recommandations relatives à l'exécution financière

Veiller à enregistrer les contrats approuvés à la Direction Générale des Impôts et Domaines conformément à l'article 464-9 du CGI.

4.4. Recommandations relatives à l'exécution physique

Veiller à exécuter les travaux confiés aux entreprises conformément au DAO et ne payer les décomptes que si ces travaux sont réceptionnés par l'AGETIP et jugés conformes.

5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

N°	RECOMMANDATIONS FORMULEES LORS DE LA REVUE DE L'EXERCICE 2012	NIVEAU D'APPLICATION
Dispositif institutionnel relatif à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés		
1	Veillez au respect des dispositions de l'article 74.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics	Résolu.
2	Nous recommandons aux membres de la cellule de passation des marchés de transmettre à la DCMP du procès-verbal d'attribution pour publication sur le portail des marchés publics,	Résolu.
3	Non transmission à la DCMP du procès-verbal d'attribution pour publication sur le portail des marchés publics,	Résolu
Demande de Renseignement et Prix		
1	Nous recommandons à l'AGETIP de mettre en place un fichier des fournisseurs agréés pour plus de facilité et conformément à la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.	Résolu.
2	Nous recommandons à l'AGETIP de mentionner sur les lettres d'invitation les noms de tous les candidats conformément à la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.	Résolu.
3	Nous recommandons à l'AGETIP de veiller au respect des délais d'exécution des marchés.	Non Résolu.
Appel d'Offres Ouverts		
5	Nous vous recommandons de prendre en amont les dispositions idoines en relation avec les administrations compétentes pour lever avant tout appel à la concurrence des contraintes liées aux impenses	Résolu

6. STATISTIQUES DES ANOMALIES

6.1. Statistiques sur les anomalies des appels d'offres ouverts (AOO)

Les constats spécifiques relatifs à la passation des marchés par AOO sont les suivants :

- a) Violation de l'article 39 du CMP relatif à la convocation des membres de la commission des marchés;
- b) Marchés qui dépassent le montant prévu dans le PPM, en violation de l'article 9 du CMP;
- c) Aucune preuve sur la restitution des garanties de soumission, en violation de l'article 83.3 du CMP;
- d) Violation de l'article 83.3 du CMP relatif à l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres;
- e) Non respect des délais de livraison.

Le tableau ci-dessous montre la répartition des anomalies constatées sur la passation des marchés par appel d'offres ouverts:

N°	Objet du marché	Constats n°				
		a	b	c	d	e
1	Travaux d'extension du réseau d'assainissement du quartier HLM Saint Louis	X			X	
2	Electrification du village du Goudoube Diobé	X	X		X	
3	Travaux de construction de l'hôtel de villes de Tivaouane	X	X			
4	Fourniture de mobiliers de bureau pour l'hôtel de ville de Fatick et Kaffrine	X		X	X	X
5	Fourniture d'équipements en mobiliers de bureau et matériels informatiques	X	X	X	X	
6	Réhabilitation du centre de santé de Oussouye	X			X	X
7	Salle polyvalente d'un bâtiment d'hébergement	X				
	Total	7	3	2	5	2

6.2.Statistiques sur les anomalies des marchés par appel d'offres restreints (AOR)

Les constats spécifiques relatifs à la passation des marchés par appels d'offres restreints sont les suivants :

- Aucune preuve sur la restitution des garanties de soumission des candidats non retenus;
- Aucune preuve sur le respect des critères de qualification fixés dans le DAO;
- Violation de l'article 39 du CMP relatif à la convocation des membres de la commission des marchés.

Le tableau ci-dessous montre la répartition des anomalies constatées sur la passation des marchés:

N°	Objet du marché	Constats n°		
		a	b	c
1	Achèvement de 2 hôtels de commune à Kolda et Sédhiou			
2	Construction de 3 hôtels communautaires à Thiès	X		X
3	Construction de 3 hôtels communautaires dans la région de Kolda			
4	Achèvement de 3 hôtels communautaires à Sédhiou		X	X
5	Achèvement de 6 hôtels communautaires Louga , St Louis et Diourbel			
	Total	1	1	2

6.3. Statistiques sur les anomalies des marchés passés par prestations intellectuelles (MPI)

Les constats spécifiques relatifs à la passation des marchés sont les suivants :

- a) Violation de l'article 39 du CMP relatif à la convocation des membres de la commission des marchés;
- b) Marchés non inscrits dans le PPM;
- c) Violation de l'article 44 du CMP relatif à la fourniture de pièces administratives;
- d) Violation de l'article 464-9 du CGID relatif à l'enregistrement des contrats;
- e) Violation de l'article 83.3 du CMP relatif à l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres;
- f) Montant du marché supérieur au montant estimé dans le PPM.

Le tableau ci-dessous montre la répartition des anomalies constatées sur la passation des marchés par appel d'offres ouverts:

N°	Objet du marché	Constats n°					
		a	b	c	d	e	f
1	Etudes architecturales, techniques et supervision des travaux de l'hôpital de Matam	X	X	X	X		
2	Supervision des travaux d'achèvement de 3 hôtels de commun à Mbour	X	X		X		
3	Travaux de construction d'abris et d'aménagement de la place de Daaka	X			X	X	
4	Etudes et supervision des travaux dans la c.r de Darou Mousty	X		X	X		
5	Etudes et supervision des travaux de réhabilitation de la Direction de Cinématographie	X			X		X
6	Etudes techniques et la supervision des travaux de réalisation de forage de Sangalkam	X			X		
7	Etudes architecturales des travaux de transformation de 26 hôtels communautaires	X	X	X	X		
8	Etudes complémentaires et supervision des travaux confortatifs de la gare routière de Sinthiou	X	X		X	X	
9	Etudes techniques et supervision des travaux de réhabilitation de voiries	X				X	X
10	Supervision des travaux de la viabilisation de la zac de nord						
Total		9	4	4	8		

7. ANNEXES

7.1. Fiches de projet

Appel d'Offres Ouverts

AOO N°030/13

Présentation TRAVAUX D'EXTENTION DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT DU QUARTIER HLM, SAINT LOUIS

Numéro DAO :	030 /13
1. Financement :	FECL
2. Nom de l'Autorité contractante :	AGETIP
3. Intitulé du marché :	TRAVAUX
4. Numéro du marché :	T4-C1DP-0001-00/2013
5. Description des biens, travaux ou services :	EXTENTION DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT
6. Nom de l'attributaire du marché :	SEBATCO SARL
7. Nombre d'offres reçues :	7 OFFRES
8. Date limite de dépôt des offres :	3 SEPTEMBRE 2013
9. Date d'ouverture des plis :	3 SEPTEMBRE 2013
10. Date de Publication de l'attribution provisoire :	11 OCTOBRE 2013
11. Date de signature/Prestation de services (contrats) :	17 DECEMBRE 2013
12. Date d'Approbation :	3 JANVIER 2014
13. Date de notification provisoire :	28 NOVEMBRE 2013
14. Date de publication de l'attribution définitive :	NON FOURNI

15. Date ordre de service de commencer	20 JANVIER 2014
16. Date de démarrage effectif :	29 JANVIER 2014
17. Délai d'exécution :	90 JOURS CALENDAIRES
18. Date de réception (provisoire) :	EN COURS
19. Montant marché :	50 643 712 F CFA TTC
20. Montant budget :	80 000 000
ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	Pas d'observations particulières.
RECOMMANDATIONS	Pas d'observations particulières

Numéro DAO :	058/13
1. Financement :	BCI
2. Nom de l'Autorité contractante :	AGETIP
3. Intitulé du marché :	ELECTRIFICATION ET ECLARAGE A GOUTOBE DIOBE
4. Numéro du marché :	T8-C1DP-000100/2013
5. Description des biens, travaux ou services :	ETM SENEGAL
6. Nom de l'attributaire du marché :	03 OFFRES
7. Nombre d'offres reçues :	30/01/2014
8. Date limite de dépôt des offres :	30/01/2014
9. Date d'ouverture des plis :	18/02/2014
10. Date de Publication de l'attribution provisoire :	21/03/2014
11. Date de signature/Prestation de services (contrats) :	24/02/2014
12. Date d'Approbation :	20/02/2014
13. Date de notification provisoire :	20/06/2014
14. Date de publication de l'attribution définitive :	-
15. Date ordre de service de commencer	16/04/2014
16. Date de démarrage effectif :	90 JOURS
Date d'ordre de service	16/04/2014
17. Délai d'exécution :	10/12/2014
19. Montant marché :	96 338 598 F CFA TTC
20. Montant budget :	65 000 000

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	- Pas d'observations particulières
RECOMMANDATIONS	- Pas d'observations particulières

AOO N°033/13

Présentation : TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'HOTEL DE VILLE DE TIVAOUANE

Numéro DAO :	033/13
1. Financement :	FECL
2. Nom de l'Autorité contractante :	AGETIP
3. Intitulé du marché :	TRAVAUX
4. Numéro du marché :	T6-C1DP-0001-00/2013
5. Description des biens, travaux ou services :	CONSTRUCTION D'HOTEL DE VILLE
6. Nom de l'attributaire du marché :	COGESTIM 210
7. Nombre d'offres reçues :	17 OFFRES
8. Date limite de dépôt des offres :	3 SEPTEMBRE 2013
9. Date d'ouverture des plis :	3 SEPTEMBRE 2013

10. Date de Publication de l'attribution provisoire :	29 NOVEMBRE 2013
11. Date de signature/Prestation de services (contrats) :	13 DECEMBRE 2013
12. Date d'Approbation :	31 JANVIER 2014
13. Date de notification provisoire :	29 NOVEMBRE 2013
14. Date de publication de l'attribution définitive :	NON FOURNI
15. Date ordre de service de commencer	11 FEVRIER 2014
16. Date de démarrage effectif :	19 FEVRIER 2014
17. Délai d'exécution :	300 JOURS CALENDAIRES
18. Date de réception (provisoire) :	NON FOURNI
19. Montant marché :	235 858 001 F CFA TTC
20. Montant budget :	-
ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	- Le contrat n'a pas été enregistré à la DGID, en violation de l'article 464-9 du code général des impôts.
RECOMMANDATIONS	- Veiller à enregistrer les contrats signés à la DGID conformément à l'article 464-9 du CGI.

Numéro DAO :	053/13
1. Financement :	BCI
2. Nom de l'Autorité contractante :	AGETIP
3. Intitulé du marché :	FOURNITURE DE MOBILIER DE BUREAU
4. Numéro du marché :	TD-C1DO-001-00/2013
5. Description des biens, travaux ou services :	Equipement en mobilier de bureau pour l'hôtel de ville de Fatick et Kaffrine lot 1
6. Nom de l'attributaire du marché :	LOT 1: OFFICE CHOICE LOT 2: SSB
7. Nombre d'offres reçues :	11 OFFRES
8. Date limite de dépôt des offres :	07/01/2014
9. Date d'ouverture des plis :	07/01/2014
10. Date de Publication de l'attribution provisoire :	11/03/2014
11. Date de signature/Prestation de services (contrats) :	27/03/2014
12. Date d'Approbation :	02/04/2014
13. Date de notification provisoire :	18/03/2014 06/02/2014
14. Date de publication de l'attribution définitive :	20/06/2014
15. Date ordre de service de commencer	14/04/2014
16. Date de démarrage effectif :	14/04/2014
17. Délai d'exécution :	60 JOURS

18. Date de réception (provisoire) :	23/06/2014 pour pour le lot 1: Office choice; 14/07/2014 pour le lot 2: SSB
19. Montant marché :	113 449 457 F CFA TTC
20. Montant budget :	170 000 000
ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	<ul style="list-style-type: none"> - La réception du lot 1 a accusé un retard de 9 jours à compter de la date d'ordre de service; - La réception du lot 2 a accusé un retard de 30 jours à compter de la date d'ordre de service, aucune pénalité n'a été appliquée sur ces retards.
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à appliquer les pénalités de retard conformément à l'article 133 du CMP

AOO N° 003/13

Numéro DAO :	003/13
1. Financement :	BUDGET COMMUNAL 2010/2011
2. Nom de l'Autorité contractante :	AGETIP
3. Intitulé du marché :	FOURNITURE D'EQUIPEMENT EN MOBILIER DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE
4. Numéro du marché :	T2-C6DP-0001-00/2010
5. Description des biens, travaux ou services :	EQUIPEMENT EN MOBILIER DE BUREAU LOT
6. Nom de l'attributaire du marché :	Lot 1: MOUSSABOU BURO Lot2: CRISTABEL DIFFUSION
7. Nombre d'offres reçues :	13 OFFRES
8. Date limite de dépôt des offres :	12 MARS 2013
9. Date d'ouverture des plis :	12 MARS 2013
10. Date de Publication de l'attribution provisoire :	16 MAI 2013
11. Date de signature/Prestation de services (contrats) :	14 JUIN 2013
12. Date d'Approbation :	NON FOURNI
13. Date de notification provisoire :	16 MAI 2013
14. Date de publication de l'attribution définitive :	16 JUILLET 2013
15. Date ordre de service de commencer	22 JUILLET 2013
16. Date de démarrage effectif :	22 JUILLET 2013

17. Délai d'exécution :	60 JOURS
18. Date de réception (provisoire) :	25 SEPTEMBRE 2013
19. Montant marché :	84 013 687 F CFA TTC
20. Montant budget :	76 263 000
ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	Pas d'anomalies particulières
RECOMMANDATIONS	- Pas d'anomalies particulières

Numéro DAO :	02/13
1. Financement :	BCI
2. Nom de l'Autorité contractante :	AGETIP
3. Intitulé du marché :	TRAVAUX
4. Numéro du marché :	TY-ESES-001-00/2006
5. Description des biens, travaux ou services :	REHABILITATION DU CENTRE DE SANTE DE OUSSOUYE
6. Nom de l'attributaire du marché :	GIE SMTP
7. Nombre d'offres reçues :	06 OFFRES
8. Date limite de dépôt des offres :	06/08/2013
9. Date d'ouverture des plis :	06/08/2013
10. Date de Publication de l'attribution provisoire :	04/09/2013
11. Date de signature/Prestation de services (contrats) :	05/12/2013
12. Date d'Approbation :	05/12/2013
13. Date de notification provisoire :	04/12/2013
14. Date de publication de l'attribution définitive :	NON FOURNI
15. Date ordre de service de commencer	-
16. Date de démarrage effectif :	08/01/2014
17. Délai d'exécution :	150 JOURS à compter de la date fixée dans

	l'ordre de service
Date d'ordre de service	08/01/2014
18. Date de réception (provisoire) :	10/12/2014
19. Montant marché :	32 000 848 F CFA TTC
20. Montant budget :	40 000 000
ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	<ul style="list-style-type: none"> - Le centre de santé a été réceptionné 300 jours à compter de la date de l'ordre de service supérieur au délai fixé dans le contrat (150 jours). Ainsi, le délai d'exécution du marché n'est pas respecté; - Absence de pénalités de retard; - L'attribution définitive n'a pas été publiée.
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à l'application des pénalités fixées le cahier des clauses générales du DAO, en cas de retard dans la livraison des travaux; - Veiller à la publication de l'attribution définitive conformément à l'article 85 du CMP.

Numéro DAO :	057 /13
1. Financement :	BCI
2. Nom de l'Autorité contractante :	AGETIP
3. Intitulé du marché :	TRAVAUX
4. Numéro du marché :	TD-CIDP-0001-00/2013 T0531/14
5. Description des biens, travaux ou services :	SALLE POLYVALENTE D'UN BATIMENT D'HEBERGEMENT
6. Nom de l'attributaire du marché :	SEBTPA SARL
7. Nombre d'offres reçues :	14 OFFRES
8. Date limite de dépôt des offres :	30 JANVIER 2014
9. Date d'ouverture des plis :	30 JANVIER 2014
10. Date de Publication de l'attribution provisoire :	27 FEVRIER 2014
11. Date de signature/Prestation de services (contrats) :	24 MARS 2014
12. Date d'Approbation :	8 AVRIL 2014
13. Date de notification provisoire :	3 MARS 2014
14. Date de publication de l'attribution définitive :	19 JUIN 2014
15. Date ordre de service de commencer	
16. Date de démarrage effectif :	23 AVRIL2014
17. Délai d'exécution :	180 JOURS

18. Date de réception (provisoire) :	NON FOURNI
19. Montant marché :	70 074 900 F CFA TTC
20. Montant budget :	80 000 000
ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	- Les pièces administratives (attestations, IPRES Caisse de sécurité sociale ne sont pas jointes dans le dossier).
RECOMMANDATIONS	- Veiller à se conformer à l'article 44 du CMP relatif à la fourniture de pièces administratives.

Appels d'Offres Restreints

AOR -041 /13

1. Financement :	BCI
2. Nom de l'Autorité contractante :	AGETIP
3. Intitulé du marché :	TRAVAUX D'ACHEVEMENT
4. Numéro du marché :	TB-C1DP-0001-00/2013
5. Description des biens, travaux ou services :	CONSTRUCTION DE 2 HOTELS COMMUNAUTAIRES DANS LA REGION DE KOLDA ET COMMUNE DE SEDHIOU LOT 1 ET 2
6. Nom de l'attributaire du marché :	CASA IBRA SECK ECIS
7. Nombre d'offres reçues :	4 OFFRES
8. Date limite de dépôt des offres :	29 OCTOBRE 2013
9. Date d'ouverture des plis :	29 OCTOBRE 2013
10. Date de Publication de l'attribution provisoire :	NON FOURNI
11. Date de signature/Prestation de services (contrats) :	13 FEVRIER 2013
12. Date d'Approbation :	24 FEVRIER 2014
13. Date de notification provisoire :	13 DECEMBRE 2013
14. Date de publication de l'attribution définitive :	26 FEVRIER 2014
15. Date ordre de service de commencer	17/03/2014
16. Date de démarrage effectif :	17 MARS 2014
17. Délai d'exécution :	150 jours à compter de la date d'ordre de service
19. Montant marché :	109 680 056 F CFA TTC
20. Montant budget :	112 755 268 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	RAS
RECOMMANDATIONS	RAS

AOR -N°026/13

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement :	FECL
2. Nom de l'Autorité contractante :	AGETIP
3. Intitulé du marché :	TRAVAUX D'ACHEVEMENT
4. Numéro du marché :	T2-C6G1-0002-00/ 2010
5. Description des biens, travaux ou services :	CONSTRUCTION DE 3 HOTELS COMMUNAUTAIRES A THIES
6. Nom de l'attributaire du marché :	EMB MAMADOU NDIAYE
7. Nombre d'offres reçues :	5 OFFRES
8. Date limite de dépôt des offres :	20 AOÛT 2013
9. Date d'ouverture des plis :	20/08/2013
10. Date de Publication de l'attribution provisoire :	03/09/2013
11. Date de signature/Prestation de services (contrats) :	12/10/2013
12. Date d'Approbation :	21/10/2013
13. Date de notification provisoire :	26/09/2013
14. Date de publication de l'attribution définitive :	20/11/2013
15. Date ordre de service de commencer	25/11/2013
16. Date de démarrage effectif :	-
17. Délai d'exécution :	3 MOIS
18. Date de réception (provisoire) :	NON FOURNI, PROJET EN COURS
19. Montant marché :	143 327 633 F CFA TTC
20. Montant budget :	151 078 053 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	- Pas d'anomalies particulières
RECOMMANDATIONS	- Pas d'anomalies particulières

AOR 047/13

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement :	BCI
2. Nom de l'Autorité contractante :	AGETIP
3. Intitulé du marché :	TRAVAUX
4. Numéro du marché :	T0654/14
5. Description des biens, travaux ou services :	CONSTRUCTION DE 3 HOTELS COMMUNAUTAIRES DANS LA REGION DE KOLDA
6. Nom de l'attributaire du marché :	ETPE
7. Nombre d'offres reçues :	03
8. Date limite de dépôt des offres :	21/11/2013
9. Date d'ouverture des plis :	21/11/2013
10. Date de Publication de l'attribution provisoire :	17/09/2013
11. Date de signature/Prestation de services (contrats) :	27/03/2014
12. Date d'Approbation :	29/04/2014
13. Date de notification provisoire :	31/01/2014
14. Date de publication de l'attribution définitive :	06/05/2014
15. Date ordre de service de commencer	10 juin 2014
16. Date de démarrage effectif :	10/06/2014
17. Délai d'exécution :	90 JOURS
18. Date de réception (provisoire) :	
19. Montant marché :	170 752 927 F CFA TTC
20. Montant budget :	175 000 000 F

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	RAS
RECOMMANDATIONS	RAS

1. Financement :	BCI
2. Nom de l'Autorité contractante :	AGETIP
3. Intitulé du marché :	Travaux d'achèvement
4. Numéro du marché :	T0662 /14
5. Description des biens, travaux ou services :	ACHEVEMENT DE 3 HOTELS COMMUNAUTAIRES DANS LA REGION DE SEDHIOU
6. Nom de l'attributaire du marché :	CASA IBRA SECK
7. Nombre d'offres reçues :	02 OFFRES
8. Date limite de dépôt des offres :	21/11/2013 05/12/2013
9. Date d'ouverture des plis :	5/12/2013
10. Date de Publication de l'attribution provisoire :	
11. Date de signature/Prestation de services (contrats) :	28/03/2014
12. Date d'Approbation :	29/04/2014
13. Date de notification provisoire :	19/03/2014
14. Date de publication de l'attribution définitive :	06/05/2014
15. Date ordre de service de commencer	14/07/2014
16. Date de démarrage effectif :	14/07/2014
17. Délai d'exécution :	150 JOURS CALENDAIRES
18. Date de réception (provisoire) :	
19. Montant marché :	165 111 441 F CFA TTC
20. Montant budget :	175 000 000 F

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	- Le PV de réception n'est pas versé dans le dossier. Ainsi, nous n'avons pas de preuve sur la réception des hôtels.
RECOMMANDATIONS	- Veiller à respecter les critères de qualification fixés dans le DAO.

1. Financement :	BCI
2. Nom de l'Autorité contractante :	AGETIP
3. Intitulé du marché :	TRAVAUX D'ACHEVEMENT
4. Numéro du marché :	TO 172/14
5. Description des biens, travaux ou services :	ACHEVEMENT DE 6 HOTELS COMMUNAUTAIRES LOUGA, ST LOUIS, DIOURBEL
6. Nom de l'attributaire du marché :	EGBTP ALASSANE NDIAYE
7. Nombre d'offres reçues :	6
8. Date limite de dépôt des offres :	10/09/2013
9. Date d'ouverture des plis :	10/09/2013
10. Date de Publication de l'attribution provisoire :	20/09/2013
11. Date de signature/Prestation de services (contrats) :	20/01/2014
12. Date d'Approbation :	20/01/2014
13. Date de notification provisoire :	28/11/2013
14. Date de publication de l'attribution définitive :	10/02/2014
15. Date ordre de service de commencer	
16. Date de démarrage effectif :	12/02/2014
17. Délai d'exécution :	180 jours à compter de la date fixée dans l'ordre de service de démarrage
18. Date de réception (provisoire) :	3 FEVRIER 2015
19. Montant marché :	119 360 142 F CFA TTC
20. Montant budget :	147 995 010 F

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	RAS
RECOMMANDATIONS	RAS

Marchés de Prestations Intellectuelles

MPI : 011/13 SELECTION D'UN CONSULTANT POUR LES ETUDES ARCHITECTURALES, TECHNIQUES ET SUPERVISION DES TRAVAUX DE L'HOPITAL DE MATAM

1. Financement :		ETAT DU SENEGAL
2. Nom de l'Autorité contractante :		AGETIP
3. Intitulé du marché :		SELECTION D'UN CONSULTANT POUR LES ETUDES ARCHITECTURALES ET TECHNIQUES ET SUPERVISION DES TRAVAUX DE L'HOPITAL DE MATAM
4. Numéro du marché :		MB-E5ES-0001-00/2005
5. Description des biens, travaux ou service :		TRAVAUX COMPLEMENTAIRES DE L'HOPITAL DE MATAM
6. Nom de l'attributaire du marché :		MS ARCHITECTURE
7. Nombre d'offres reçues		3 OFFRES
9: Date de publicité de la demande de prix :		31 MAI 2013
10. Date ouverture des plis :	OFFRE TECHNIQUE	13/06/2013
	OFFRE FINANACIE RE	23/07/2013
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :		2/09/2013
13. Date Ordre de service de commencer :		3/09/2013
14. Date de démarrage effectif de prestation :		10/09/2013
15. Délai d'exécution :		45 JOURS
19. Montant du Marché :		12 950 000 F CFA TTC
20. Montant du Budget :		-

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	<ul style="list-style-type: none">- Le marché n'est pas inscrit dans le PPM, en violation de l'article 6 du CMP;- Les pièces administratives (attestation IPRES, CSS et IRT) n'ont pas été fournies, en violation de l'article 44 du CMP;- Le contrat n'a pas été enregistré à la DGID en violation de l'article 464-9 du CGID.
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none">- Veiller à se conformer à l'article 6 du CMP relatif à l'inscription du marché dans le plan de passation des marchés;- Veiller à se conformer à l'article 44 du CMP relatif à la fourniture de pièces administratives; Veiller à l'enregistrement des contrats conformément à l'article 464-9 du CGID.

MPI : 017/13 SELECTION D'UN CONSULTANT POUR LA SUPERVISION DES TRAVAUX D'ACHEVEMENT DE 03 HOTELS DE COMMUNE A MBOUR

1. Financement :		ETAT DU SENEGAL
2. Nom de l'Autorité contractante :		AGETIP
3. Intitulé du marché :		SUTERVISION DE L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE 03 HOTELS DE COMMUNE DANS LE DEPARTEMENT DE MBOUR
4. Numéro du marché :		M4-C6G1-0002-00/2010
6. Nom de l'attributaire du marché :		MS ARCHITECTURE
7. Nombre d'offres reçues		05 OFFRES
9: Date de publicité de la demande de prix :		05/07/2013
10. Date ouverture des plis :	OFFRE TECHNIQUE	23/07/2013
	OFFRE FINANACIERE	25/09/2013
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :		05/11/2013
13. Date Ordre de service de commencer :		27/12/2013
14. Date de démarrage effectif de prestation :		30/12/2013
15. Délai d'exécution :		120 JOURS CALENDAIRES
19. Montant du Marché :		9 000 000 F CFA TTC
20. Montant du Budget :		10 575 464 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	<p>Le marché relatif à la supervision des travaux de construction de trois (03) hôtels de commune de Mbour n'est pas inscrit dans le PPM de 2013;</p> <p>Le contrat n'a pas été enregistré à la DGID;</p> <p>Les pièces administratives (Attestations CSS, IPRES et IRT) ne sont pas jointes dans le dossier.</p>
RECOMMANDATIONS	<p>Veiller à inscrire dans le PPM tous les marchés à passer au cours de l'année conformément à l'article 6 du CMP;</p> <p>Veiller à enregistrer les contrats à la DGID conformément à l'article 464-9 du CGID;</p> <p>Veiller à se conformer à l'article 44 du CMP relatif à la fourniture de pièces administratives.</p>

MPI : DP 048/13

CONTRAT C 0763/14

TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'ABRIS ET D'AMENAGEMENT DE LA PLACE
DE DAAKA A MEDINA GOUNASS

1. Financement :		ETAT DU SENEGAL
2. Nom de l'Autorité contractante :		AGETIP
3. Intitulé du marché :		MAITRISE D'ŒUVRE
5. Description des biens, travaux ou service :		ETUDES ARCHITECTURALES ET TECHNIQUES
6. Nom de l'attributaire du marché :		ARCHI 3D
7. Nombre d'offres reçues		06 OFFRES
9: Date de publicité de la demande de prix :		20/01/2014
10. Date ouverture des plis :	OFFRE TECHNIQUE	25/02/2014
	OFFRE FINANACIERE	25/03/2014
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :		Signé le 05/05/2014 Approuvé le 08/05/2014
13. Date Ordre de service de commencer :		25/06/2014
14. Date de démarrage effectif de prestation :		01/07/2014
15. Délai d'exécution :		90 JOURS CALENDAIRES
19. Montant du Marché :		30 870 000F CFA TTC
20. Montant du Budget :		40 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	<ul style="list-style-type: none"> - le contrat n'a pas été enregistré a la DGID; - les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres.
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à enregistrer les contrats à la DGID conformément à l'article 464-9 du CGID.

MPI: 042/13 SELECTION D'UN CONSULTANT POUR LES ETUDES ET LA SUPERVISION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DANS LA C.R DE DAROU MOUSTY

1. Financement :	ETAT DU SENEGAL	
2. Nom de l'Autorité contractante :	AGETIP	
3. Intitulé du marché :	MAITRISE D'ŒUVRE	
4. Numéro du marché :	MC-C1DP-0001-00 / 2013	
5. Description des biens, travaux ou service :	Construction d'une piste dans la communauté rurale de Darou Mousty	
6. Nom de l'attributaire du marché :	AFRIC CONSULT	
7. Nombre d'offres reçues	3 OFFRES	
9: Date de publicité de la demande de prix :	10/10/2013	
10. Date ouverture des plis :	OFFRE TECHNIQUE	29/10/2013
	OFFRE FINANCIERE	12/11/2013
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :	09/12/2013	

13. Date Ordre de service de commencer :	10/12/2013
14. Date de démarrage effectif de prestation :	12/12/2013
15. Délai d'exécution :	9 MOIS
19. Montant du Marché :	22 372 800 F CFA TTC
20. Montant du Budget :	25 000 000 F
ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	<ul style="list-style-type: none"> - Les pièces administratives (attestations IPRES, CSS et IRT) n'ont pas été fournies par l'attributaire AFRIC CONSULT, en violation de l'article 44 du CMP; - Le contrat n'a pas été enregistré à la DGID.
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à se conformer à l'article 44 du CMP relatif à la fournir de pièces administratives; - Veiller à enregistrer les contrats à la DGID conformément à l'article 464-9 du CGID.

MPI : DRP 003/13 ETUDE ET SUPERVISION DE TRAVAUX DE REHABILITATION ET EQUIPEMENT DE LA DURECTION CINEMATOGRAPHIQUE

1. Financement :		BCI
2. Nom de l'Autorité contractante :		AGETIP
3. Intitulé du marché :		ETUDES ARCHITECTURALES, TECHNIQUES ET SUPERVISION DES TRAVAUX
4. Numéro du marché :		MO-R6EP-0001-00/2012
5. Description des biens, travaux ou service :		
6. Nom de l'attributaire du marché :		ARCHI 3D
7. Nombre d'offres reçues		05 OFFRES
9: Date de publicité de la demande de prix :		08/02/2013
10. Date ouverture des plis :	OFFRE TECHN IQUE	14/03/2013
	OFFRE FINAN ACIERE	30/04/2013
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :		17/06/2013
13. Date Ordre de service de commencer :		24/06/2013
14. Date de démarrage effectif de prestation :		01/07/2013
15. Délai d'exécution :		120 JOURS
19. Montant du Marché :		22 410 000 F CFA TTC
20. Montant du Budget :		19 974 026 FCFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	<ul style="list-style-type: none">- Les convocations des membres de la commission ne sont pas versées dans le dossier;- Le marché a été attribué à 22 410 000 FCFA supérieur au montant estimé du marché (19 974 026 FCFA), en violation de l'article 9 du CMP;- Le contrat n'a pas été enregistré à la DGID.
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none">- Veiller à se conformer à l'article 9 du CMP;- Veiller à enregistrer les contrats à la DGID conformément à l'article 464-9 du CGID.

MPI CONSUTANT INDIVIDUEL POUR LES ETUDES TECHNIQUES ET LA SUPERVISION DES TRAVAUX DE REALISATION DE FORAGE A SANGALKAM

1. Financement :		BCI
2. Nom de l’Autorité contractante :		AGETIP
3. Intitulé du marché :		SELECTION D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR LES ETUDES TECHNIQUES ET LA SUPERVISION DES TRAVAUX DE REALISATION DE FORAGE DE SANGALKAM
4. Numéro du marché :		M6-C6GI-0001-00/2013
5. Description des biens, travaux ou service :		ETUDES TECHNIQUES ET SUPERVISION
6. Nom de l’attributaire du marché :		BARA THIAM
7. Nombre d’offres reçues		04 OFFRES
9: Date de publicité de la demande de prix :		
10. Date ouverture des plis :	OFFRE TECHNIQUE	31/07/2013
	OFFRE FINANACIE RE	16/08/2013
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :		10/09/2013
12. Date de publication des résultats :		
13. Date Ordre de service de commencer :		NON FOURNI
14. Date de démarrage effectif de prestation :		
15. Délai d’exécution :		225 JOURS
19. Montant du Marché :		16 773 750 F CFA TTC
20. Montant du Budget :		20 000 000 FCFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	Le contrat n'a pas été enregistré à la DGID.
RECOMMANDATIONS	Veiller à enregistrer les contrats à la DGI conformément à l'article 464-9 du CGID.

1. Financement :	BCI
2. Nom de l'Autorité contractante :	AGETIP
3. Intitulé du marché :	TRANSFORMATION DE 26 HOTELS COMMUNAUTAIRES
4. Numéro du marché :	TD-C1DO-001-00/2013
5. Description des biens, travaux ou services :	SELECTION D'UN CONSULTANT POUR LES ETUDES ARCHITECTURALES
6. Nom de l'attributaire du marché :	TABAKH -MN
7. Nombre d'offres reçues :	04
8. Date limite de dépôt des offres :	25/04//2013
9. Date d'ouverture des plis :	25/04//2013
10. Date de Publication de l'attribution provisoire :	24/06/2013
11. Date de signature/Prestation de services (contrats) :	18/07/2013
12. Date d'Approbation :	18/07/2013
13. Date de notification provisoire :	-
14. Date de publication de l'attribution définitive :	-

15. Date ordre de service de commencer	01/08/2013
17. Délai d'exécution :	99 JOURS
18. Date de réception (provisoire) :	
19. Montant marché :	9 853 000 FCFA TTC
20. Montant budget :	-
ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	<ul style="list-style-type: none"> - Le marché n'a pas été inscrit dans le PPM, en violation de l'article 6 du CMP; - Le contrat n'a pas été enregistré à la DGID; - Les pièces administratives (attestations CSS, IPRES et IRT) ne sont pas versées dans le dossier, en violation de l'article 44 du CMP.
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à inscrire dans le PPM les marchés que à passer au cours de l'année conformément à l'article 6 du CMP; - Veiller à enregistrer les contrats à la DGID conformément à l'article 464-9 du CGID; - Veiller à se conformer à l'article 44 du CMP relatif à la fourniture de pièces administratives.

MPI : DP 015/13

**TRAVAUX CONFORTATIFS DE LA GARE ROUTIERE DE SINTHIOU BAMAMBE
 ET CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DE L'HOPITAL DE VILLE DE SEME**

1. Financement :	ETAT DU SENEGAL	
2. Nom de l'Autorité contractante :	AGETIP	
3. Intitulé du marché :	ETUDES COMPLEMENTAIRES ET SUPERVISION DES TRAVAUX CONFORTATIF DE LA GARE ROUTIERE DE SINTHIOU	
4. Numéro du marché :	MA-C6G1-0001-00 / 2013	
5. Description des biens, travaux ou service :	ETUDES COMPLEMENTAIRES ET SUPERVISION	
6. Nom de l'attributaire du marché :	Cabinet DIOMBANA	
7. Nombre d'offres reçues	03 OFFRES	
9: Date de publicité de la demande de prix :	12/06/2013	
10. Date ouverture des plis :	OFFRE TECHNIQUE	02/07/2013
	OFFRE FINANACIERE	23/07/2013
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :	16/09/2013	
13. Date Ordre de service de commencer :	20/09/2013	
14. Date de démarrage effectif de prestation :	30/09/2013	
15. Délai d'exécution :	60 JOURS CALENDAIRES	
16. Date de réception :	NON FOURNI	
19. Montant du Marché :	11 800 000 F CFA TTC	
20. Montant du Budget :		

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	<ul style="list-style-type: none">- Le marché n'a pas été dans le PPM, en violation de l'article 6 du CMP;- Le contrat n'a pas été enregistré à la DGID;- Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres.
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none">- Veiller à inscrire dans le PPM les marchés à passer au cours de l'année conformément à l'article 6 du CMP; <p>Veiller à enregistrer les contrats à la DGID conformément à l'article 464-9 du CGID;</p> <ul style="list-style-type: none">- Veiller à informer les candidats non retenus du rejet de leurs offres, conformément à l'article 83.3 du CMP.

MPI : DP 030 CONTRAT NC 0683/14
 ETUDES TECHNIQUES ET SUPERVISION DES TRAVAUX DE REHABILITATION
 DE VOIRIES

1. Financement :		ETAT DU SENEGAL
2. Nom de l'Autorité contractante :		AGETIP
3. Intitulé du marché :		MAITRISE D'ŒUVRE
4. Numéro du marché :		MN-C1DP-0001-00/2013
5. Description des biens, travaux ou service :		Voiries Sangalkam, Sendou, Fatick
6. Nom de l'attributaire du marché :		GROUPEMENT ACE3/SONED/CCADD
7. Nombre d'offres reçues		05 OFFRES
9: Date de publicité de la demande de prix :		23/09/2013
10. Date ouverture des plis :	OFFRE TECHNIQUE	07/11/2013
	OFFRE FINANCIERE	06/02/2014
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :		SOUSCRIT LE 31/03/2014 APPROUVE LE 11/04/2014
12. Date de publication des résultats :		
13. Date Ordre de service de commencer :		14/05/2014
14. Date de démarrage effectif de prestation :		19/05/2014
15. Délai d'exécution :		3 MOIS
16. Date de réception :		NON FOURNI
17. Montant de base du marché :		76 315 000 F CFA TTC

20. Montant du Budget :	75 000 000 F CFA
ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	- Pas d'anomalies particulières
RECOMMANDATIONS	- Pas d'anomalies particulières

MPI : 006/13

SUPERVISION DE L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX DE LA VIABILISATION DE LA ZAC DE NORD

1. Financement :	ETAT DU SENEGAL	
2. Nom de l'Autorité contractante :	AGETIP	
3. Intitulé du marché :		
4. Numéro du marché :	M4-CVVP-0001-00/2004	
5. Description des biens, travaux ou service :	SUPERVISISON	DES TRAVAUX
6. Nom de l'attributaire du marché :	BET PLUS	
7. Nombre d'offres reçues	03 OFFRES	
9: Date de publicité de la demande de prix :	20/02/2013	
10. Date ouverture des plis :	OFFRE TECHNIQUE	05/03/2013
	OFFRE FINANACIERE	09/04/2013
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :	15/05/2013	
12. Date de publication des résultats :		
13. Date Ordre de service de commencer :	21/06/2013	
14. Date de démarrage effectif de prestation :	24/06/2013	
15. Délai d'exécution :	09 MOIS	
16. Date de réception :	04/09/2014	
19. Montant du Marché :	19 935 000 F TTC	
20. Montant du Budget :	20 000 000 F CFA	

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	RAS
RECOMMANDATIONS	RAS

Demande de Renseignements de Prix

DRP : FOURNITURES ET POSE DE PORTES CAPITONNEES ET GACHES ELECTRIQUES AU SIEGE DU MINISTERE DE L'ECOLOGIE ET DE LA PROTECTION DE LA NATURE

Contrat n° TE-C6EP-0007-00/2005

1. Financement :	Royaume des Pays Bas et Etat du Sénégal
2. Nom de l'Autorité contractante :	AGETIP
3. Intitulé du marché :	Fournitures et pose
4. Numéro du marché :	TE-C6EP-0007-00/2005
5. Description des biens, travaux ou service :	PORTES CAPITONNEES ET GACHES ELECTRIQUES
6. Nom de l'attributaire du marché :	EKSBS
7. Nombre d'offres reçues :	4 OFFRES
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation :	14 DECEMBRE 2012
10. Date ouverture des plis :	27 DEC 2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :	6 FEVRIER 2013
12. Date de publication des résultats	
13. Date Ordre de service de commencer :	4 MARS 2013
14. Date de démarrage effectif de prestation	7 MARS 2013
15. Délai d'exécution :	45 JOURS
16. Date de réception :	2 MAI 2013
17. Montant du marché :	6 283 500 F CFA TTC
18. Montant du Budget :	7 500 000 F CFA
19. Délai validité offre :	45 JOURS

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	- Le marché n'est pas inscrit dans le PPM, en violation de l'article 6 du CMP
RECOMMANDATIONS :	- Veiller à se conformer à l'article 6 du CMP relatif à l'inscription des marchés dans le PPM

7.2. Réponse de l'autorité contractante et commentaires du cabinet



**AGENCE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX
D'INTÉRÊT PUBLIC CONTRE LE SOUS-EMPLOI**

DIR/217/15

Le 19 août 2015



-/-) **Monsieur Mame Thierno MBACKE**
Associé-Gérant
Groupelement GMS/SSPM

**Liberté 6 Extension En face Camp
Leclerc**

D A K A R

OBJET : *Revue à posteriori des marchés publics
pour l'exercice budgétaire 2013*

Réf : *MTM/AGETIP-02-15/MDT*

Monsieur l'Associé Gérant,

Par lettre ci-dessus référencée, reçue par mes services le 11 août 2015, vous avez bien voulu nous transmettre pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés de l'AGETIP au titre de la gestion 2013.

En retour nous vous faisons parvenir nos commentaires et compléments d'information présentés en deux parties :

- *une première partie donnant nos observations et réponses sur les points 3 et 4 relatif à la synthèse de la revue et les recommandations (pages 15 à 38 du rapport)*
- *une deuxième partie qui donne nos observations sur les annexes relatives à la revue détaillée des marchés sélectionnés (pages 44 à 93 du rapport).*



N°	CONSTATS	RECOMMANDATIONS	REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE	COMMENTAIRES DU CABINET
A	Dispositif institutionnel relatif à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés			
1	Commission des marchés publics: Les textes désignant les membres de la Commission des marchés n'ont pas été établis et transmis à l'ARMP et la DCMP avant le 05 janvier 2013.	Veiller à transmettre les textes désignant les membres de la Commission des Marchés avant le 05 janvier de chaque année conformément à l'arrêté n°011588 du 28/12/2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes.	Nous prenons bonne note de cette observation	Le Cabinet maintient cette observation
2	Cellule de passation des marchés: Les textes désignant les membres de la cellule de passation des marchés n'ont pas été établis et transmis à l'ARMP et la DCMP avant le 05 janvier 2013.	Veiller à transmettre les textes désignant les membres de la Cellule de passation des Marchés avant le 05 janvier de chaque année conformément à l'arrêté n°011586 du 28/12/2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes.	Nous prenons bonne note de cette observation	Le Cabinet maintient cette observation
3	Rapports trimestriels et rapport annuel: Aucune preuve sur la transmission des trois derniers rapports	Veiller à transmettre les rapports trimestriels à l'ARMP et à la DCMP conformément à l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du Code des marchés publics relatif	Votre courrier référencé MTM/AGETIP-01-15/MDT du 20 février 2015 par lequel vous nous demandiez de vous transmettre un certain nombre de documents a fait	Nous tenons compte de vos observations et modifions le rapport en conséquence..

	trimestriels à l'ARMP et à la DCMP.	aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes.	l'objet de la réponse par lettre DIR/041/15 en date du 26 février 2015 vous transmettant tous les documents demandés. Les rapports trimestriels n'étant pas dans votre demande nous vous transmettons (voir pièce n° 1 en annexe) les trois lettres de transmission des rapports d'activités de la Cellule de passation des Marchés de l'exercice 2013 à la DCMP et à l'ARMP tout en précisant que le rapport du quatrième trimestre correspond au rapport annuel.	
B	Constats spécifiques aux marchés examinés			
	Marchés conclus par appel d'offres ouverts:			
4	Violation de l'article 39 du CMP relatif à la convocation des membres de la commission des marchés (Tous les marchés)	Veiller à se conformer à l'article 39 du CMP qui stipule que les convocations aux réunions des commissions des marchés sont adressées à ses membres cinq (05) jours avant la date prévue pour la réunion.	L'AGETIP qui passe en moyenne annuellement plus de 300 marchés tous financements confondus a une commission des marchés dont les membres sont internes à l'AGETIP excepté le représentant du Contrôle Financier. Au vu du nombre important d'appels d'offres et de la récurrence des réunions, une note de service est prise en début	Nous tenons compte de vos observations et modifions le rapport en conséquence.

			d'exercice pour informer les membres de la tenue des réunions tous les mardis et jeudis (voir Pièce n° 2 en annexe). Vous remarquerez que les procès-verbaux des réunions ont été signés par tous les membres de la Commission.	
5	Marchés qui dépassent le montant prévu dans le PPM en violation de l'article 9 du CMP. (Electrification du village de Goudoube, AOO N°003/13)	Veiller à se conformer à l'article 9 du CMP qui stipule que " Au cours de la phase de préparation des marchés, l'AC doit évaluer le montant estimé des fournitures, services ou travaux, objet du marché et s'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants.	Il est établi que les montants communiqués dans le Plan de Passation des Marchés (PPM) sont des estimations et sont données à titre indicatif; seules, les attestations d'existence de crédits ou de fonds permettent de s'assurer de l'existence de la couverture financière c'est-à-dire des crédits budgétaires suffisants. La fourniture des attestations d'existence de crédits constituent ainsi un engagement de l'autorité contractante de la prise en charge assurée des dépenses relatives au marché (voir pièce n° 5 en annexe)	Nous tenons compte de vos observations et modifions le rapport en conséquence.
6	Aucune preuve sur la restitution des garanties de	Veiller à se conformer à l'article 83.3 du CMP relatif à la restitution des garanties de soumission des candidats non	<i>La garantie de soumission a une valeur monétaire et est adressée à l'AGETIP par l'institution</i>	Nous tenons compte de vos observations et modifions le rapport en conséquence.

	soumission, en violation de l'article 83.3 du CMP. (Fourniture de mobiliers de bureau, AOO N°003/13)	retenus.	<i>financière émettrice à la demande du soumissionnaire. Ainsi elle devient dès lors quérable et non portable. Tout soumissionnaire qui en fait la demande se voit restituer sa garantie de soumission (voir pièce n°8 en annexe)</i>	
7	Violation de l'article 83.3 du CMP relatif à l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres. (Tous les appels d'offres)	Veiller à se conformer à l'article 83.3 du CMP qui stipule que: dès l'approbation de la proposition d'attribution, l'AC avise immédiatement les candidats non retenus du rejet de leurs offres.	En AOO le mode d'information des candidats sur la décision d'attribution est la publication d'un avis dans un support de grande diffusion par respect du parallélisme des formes de la publication de l'appel d'offre;c'est du reste cet avis d'attribution provisoire qui permet non seulement d'exercer les recours ouverts à tout candidat malheureux mais aussi de récupérer leurs garanties de soumission(voir Pièce n° 3 en annexe).	Nous tenons compte de vos observations et modifions le rapport en conséquence.
8	Non respect des délais de livraison (Fourniture de mobilier de bureau)	Veiller à appliquer des pénalités de retard en cas du non respect des délais d'exécution, conformément à l'article 133 du CMP.	La clause de l'application des pénalités est bel et bien inscrite dans le contrat (CCAG 26.1) page 15 (voir pièce n°9 en annexe). Il faut noter que la date d'achèvement précède la date de	Nous jugeons nécessaire d'appliquer les pénalités sur cet retard conformément à l'article 133 du CMP. Nous maintenons cette observation

			réception provisoire, ce qui veut dire qu'il y'a moins de 30 jours de dépassement de délai et que l'autorité contractante, tenant compte de sa mission d'accompagnement des PME n'a pas jugé nécessaire d'appliquer les pénalités de retard pour ce léger dépassement.	
Marchés conclus par appel d'offres restreints (AOR)				
9	Aucune preuve sur la restitution des garanties de soumission des candidats non retenus, conformément à l'article 83.3 du CMP. (Construction de 3 hôtels communautaires à Thiès)	Veiller à se conformer à l'article 83.3 du CMP relatif à la restitution des garanties de soumission des candidats non retenus.	Voir la réponse apportée sur l'appel d'offres ouvert fourniture de mobiliers de bureau pour l'hôtel de ville de Fatick et Kaffrine(voir pièce n°11 en annexe)	Nous tenons compte de vos observations et modifions le rapport en conséquence.
10	Aucune preuve sur le respect des critères de qualification fixés dans le DAO. (achèvement de 3 hôtels communautaires dans la région de Sédhiou)	Veiller à respecter les critères de qualification fixés dans le DAO, conformément à l'article 59 du CMP.	<i>Vous voudriez bien trouver en annexe une copie de l'attestation de ligne de crédit (voir pièce n° 15 en annexe).</i>	Nous tenons compte de vos observations et modifions le rapport en conséquence.
Marchés conclus par prestations intellectuelles (MPI)				

12	Non respect de l'article 6 du CMP relatif à l'inscription du marché dans le PPM. (MPI011/13, Etudes architecturales des travaux de transformation de 26 hôtels communautaires, MPI 015/13)	Veiller à se conformer à l'article 6 du CMP relatif à l'inscription du marché dans le PPM.	<i>Le document publié par l'ARPM dans son site www.armp.sn intitulé « Méthodologie de conduite des audits des marchés publics par les autorités contractantes » précise à l'annexe 4 en note de bas de page point 5, que l'inscription dans le PPM n'est obligatoire que pour les marchés atteignant le seuil de passation de marchés pour les marchés de prestations intellectuelles (voir pièce n° 19 en annexe)</i>	L'article 6 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics stipule que l'Autorité Contractante doit inscrire dans le PPM tous les marchés qu'elle envisage de passer en cours de l'année concernée. Par conséquent, nous maintenons cette observation.
13	Marchés qui dépassent le montant prévu dans le PPM, en violation de l'article 9 du CMP. (MPI DR003, PMPI:DP030)	Veiller à se conformer à l'article 9 du CMP qui stipule que " Au cours de la phase de préparation des marchés, l'AC doit évaluer le montant estimé des fournitures, services ou travaux, objet du marché et s'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants	<i>Il est établi que les montants communiqués dans le Plan de Passation des Marchés (PPM) sont des estimations et sont données à titre indicatif ; seules, les attestations d'existence de crédits ou de fonds permettent de s'assurer de l'existence de la couverture financière c'est-à-dire des crédits budgétaires suffisants. La fourniture des attestations d'existence de crédits constituent ainsi un engagement de l'autorité</i>	Nous tenons compte de vos observations et modifions le rapport en conséquence.

			contractante de la prise en charge assurée des dépenses relatives au marché (voir pièce n° 5 en annexe)	
14	Non respect de l'article 44 du CMP relatif à la fourniture de pièces administratives (MPI011/13, MPI042/13, études architecturales des travaux de transformation de 26 hôtels communautaires)	Veiller à respecter l'article 44 du CMP relatif à la fourniture de pièces administratives.	Nous prenons bonne note de cette observation	Nous maintenons cette observation
	Le contrat n'a pas été enregistré à la DGID, en violation de l'article 464-9 du CGI	Veiller à enregistrer le contrat conformément à l'article 464-9 du CGI.	Nous prenons bonne note de cette observation	Nous maintenons cette observation
15	Violation de l'article 83.3 du CMP relatif à l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres (MPI: DP048/13, MPI: DP015/13, MPI: DP030)	Veiller à se conformer à l'article 83.3 du CMP relatif à l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres	<i>Vous voudriez bien trouver en annexe une copie des lettres d'information adressées aux candidats non retenus(voir pièce n° 26 en annexe).</i>	Nous tenons compte de vos observations et modifions le rapport en conséquence.
Marchés conclus par Demandes de renseignements et de prix (DRP) (Un seul marché a été passé par DRP: Fourniture et pose de portes capitonnées)				

16	La DRP n'est pas inscrite dans le PPM	Veiller à se conformer à l'article 6 du CMP relatif à l'inscription des marchés dans le PPM	<i>Le document publié par l'ARPM dans son site www.armp.sn intitulé « Méthodologie de conduite des audits des marchés publics par les autorités contractantes » précise à l'annexe 5 en note de bas de page point 5, que l'inscription dans le PPM n'est obligatoire que pour les marchés atteignant le seuil de passation de marchés pour les demandes de renseignements et de prix (voir pièce n° 19 en annexe</i>	L'article 6 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics stipule que l'Autorité Contractante doit inscrire dans le PPM tous les marchés qu'elle envisage de passer en cours de l'année concernée. Par conséquent, nous maintenons nos observations.
C	Exécution financière			
17	Pour un (01) appel d'offres ouverts et huit (08) marchés de prestations intellectuelles, les contrats n'ont pas été enregistrés, en violation de l'article 464-9 du CGI.	Veiller à enregistrer les contrats approuvés à la Direction Générale des Impôts et Domaines conformément à l'article 464-9 du CGI.	Nous prenons bonne note de cette observation	Nous maintenons cette observation
D	Exécution physique			
18	Concernant l'Appel	Veiller à exécuter les travaux confiés aux	<i>Les travaux concernant les</i>	Nous maintenons cette observation

<p>d'offres restreints: Construction de 3 hôtels communautaires à Thiès attribué à l'entreprise EMB Mamadou NDIAYE pour un montant de 143 327 633 FCFA,</p> <p><u>Site de POPEGUINE:</u></p> <p>Le cuPAGE des bacs à fleur n'a pas été bien fait; ce qui peut causer des infiltrations d'eau dans le bâtiment.</p> <p>Le jardinage n'a pas été réalisé de même que le parking.</p> <p>Nous pouvons aussi constater des fissures sur le mur de clôture dû aux nombres insuffisants de</p>	<p>entreprises conformément au DAO. Ne payer les décomptes que si ces travaux sont réceptionnés par l'AGETIP et jugés conformes.</p>	<p>parkings et le jardinage ne sont pas réalisés lors de votre passage. Ce poste n'a pas fait l'objet de paiement comme en atteste le dernier décompte et attachement payé qui vous a été remis lors de votre missions (voir pièce n° 29 en annexe). Les travaux payés l'ont été sur la base d'attachements faits contradictoirement entre le maître d'œuvre et l'entreprise et ces attachements sont conformes aux réalisations effectives et constatées sur le terrain. Pour l'appréciation sur le cuPAGE des bacs à fleurs, nous avons pris note et nous nous attellerons à améliorer ces ouvrages avant la réception définitive</p>	
---	--	--	--

<p>poteaux.</p> <p><u>Site de SOMONE:</u></p> <p>Le jardinage et le parking n'ont pas été réalisés.</p> <p>La forme de pente doit être vérifiée car il existe des infiltrations d'eau sur la dalle terrasse.</p> <p>La plomberie doit être vérifiée à cause des infiltrations d'eau constatées sur les dalles.</p> <p><u>Site de NGAPAROU:</u></p> <p>Le parking n'a pas été réalisé.</p>			
---	--	--	--

